

**Monsieur le DASEN Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,**

Par son vote « contre » lors du CTSD du jeudi 28 janvier, la FSU des Landes a voulu montrer son opposition à un projet de carte scolaire qui n'améliorera pas la situation des élèves dans le département. Même si une baisse de 449 élèves est actée, la FSU ne peut cautionner le retrait de plus de 30 postes (dont 2 écoles qui fermeront). La disparition des dispositifs « Plus De Maîtres Que De Classes », même si elle se fait au profit du maintien de 24 élèves dans les GS interroge sur la prise en charge de la difficulté vue par Mr Blanquer : ce dispositif fait toujours ses preuves, alors que dans certaines écoles, l'allègement de ces classes de GS risque de provoquer des effectifs très chargés dans les classes des autres cycles.

La FSU des Landes déplore également que la carte scolaire, cette année encore, se fasse à très court terme : des classes fermées en juin sont proposées à l'ouverture ce mois de février, tandis qu'on va fermer des classes dans des écoles qui sont régulièrement en tension. Une vision à plus long terme s'impose afin de ne plus maltraiter des équipes qui doivent sans cesse se réorganiser en fonction des fluctuations des populations sur leur territoire. Il reste des situations à surveiller pour effectifs hauts ou effectifs bas, source encore d'incertitude pour des équipes et des collègues.

Les collègues directeurs et directrices ont reçu lundi une invitation à participer à « l'heure de la direction » le 1er mars de 17 à 18h autour de thématiques liées aux missions qu'ils exercent, et afin d'échanger entre pairs. Est-ce là une déclinaison départementale des 2 jours de formation voulue par le Ministre de l'Éducation Nationale ?

La livraison de masques se fera dans des lieux précis, obligeant les personnels de l'école (directeurs/ directrices ou adjoint.es) à utiliser leur véhicule personnel pour récupérer les dotations, sur leur temps libre.

Un nouveau protocole est paru le 1er février ; on ne peut qu'être consterné par ce nouvel effet d'annonce : les enfants de maternelle étaient considérés jusque-là comme non contagieux ; maintenant, lorsqu'ils seront positifs, les autres enfants de la classe seront considérés comme cas contacts, entraînant ainsi la fermeture de la classe. Quand on sait que peu de tests sont pratiqués sur les enfants de moins de 6 ans, on peut craindre que le virus va circuler encore activement dans nos classes. Concernant le variant, le dépistage n'étant pas systématique, on ne saura donc que tardivement, voire pas du tout, si un personnel ou un élève est porteur de ce virus. Encore un abattage médiatique dont notre gouvernement use et abuse.

Dans le second degré, le vote «contre» de la FSU lors du dernier CTSD révèle aussi bien l'insuffisance des moyens que la volonté de mise au pas des personnels. Alors que le nombre d'élèves augmente à nouveau à la rentrée prochaine, la seule réponse du ministère est une dotation supplémentaire en HSA. Ainsi, au moment où ils sont au bord de l'épuisement, forcés d'absorber tous les efforts liés à l'application des protocoles sanitaires, les personnels subissent déjà des pressions en lien avec les 2 HSA obligatoires pour la rentrée prochaine. En collège, les inquiétudes liées aux effectifs sont réelles dans certains établissements rendant les conditions d'inclusion des élèves d'ULIS tout à fait inacceptables. La DSDEN a beau rassurer les collègues quant à l'existence de moyens supplémentaires qui seraient attribués en fin d'année, ils ne sont pas dupes sur la politique budgétaire du ministère. En lycée, la réforme s'est accompagnée d'une baisse importante de la dotation du département. Le H/E, prévu à 1,38 pour la rentrée 2021 n'a jamais été aussi bas depuis la préparation de la rentrée 2018, signe que les conditions d'enseignement se dégradent.

Concernant le protocole sanitaire, le silence du CHSCT départemental malgré les sollicitations des représentants FSU souligne le manque d'intérêt que porte l'administration à la situation, aux inquiétudes et aux difficultés des personnels alors que les arrêts se multiplient sans aucun plan de remplacement permettant de maintenir une continuité pédagogique de qualité pour nos élèves.

**Pour la délégation FSU : Cathie Blain, Estelle Bats, Marlène Bordessoules et Nicolas Fayemendy**

